Hongrie : dimanche, les citoyens aux urnes pour dire “Non aux réfugiés” (Màj : les musulmans se sentent stigmatisés)

01/10/2016 à 19h50



01/10/2016

Les musulmans de Budapest, qui disent ressentir la pression de ce référendum, ont pris les devants et organisé des rencontres et visites de mosquées.

29/09/2016

Les Hongrois se prononceront ce dimanche pour ou contre la directive de Bruxelles sur la répartition des réfugiés entre

pays membre de l'Union européenne.

La question sera formulée ainsi : "*voulez-vous que Bruxelles prévoit l'immigration en Hongrie de personnes n'ayant pas la nationalité hongroise, ce contre la volonté du Parlement ?* " Le premier ministre Viktor Orbán, qui est à l'initiative de ce référendum, appelle à voter "*non*".

Viktor Orban table sur un plébiscite des Hongrois pour sa politique de rejet des réfugiés, soumise dimanche à un référendum en forme de défi à l'Union européenne, dont la seule inconnue et le seul risque politique, réside dans le taux de participation.

Quelque 8,3 millions d'électeurs sont appelés à valider l'opposition du premier ministre hongrois à la répartition de réfugiés au sein de l'Union européenne.

Un premier plan de « relocalisation » de 160 000 demandeurs d'asile entre les 28 États membres se met laborieusement en place depuis septembre 2015.

La Hongrie n'a proposé à ce jour aucune place d'accueil et se considèrera, si le Non l'emporte, comme définitivement affranchie de toute obligation de contribuer à l'effort européen. Viktor Orban a promis de traduire le résultat de la consultation « dans le système légal hongrois », sans donner de détail.

La Commission européenne affirme de son côté que le référendum n'aura aucun impact juridique sur les engagements adoptés. « Les États membres ont la responsabilité légale d'appliquer les décisions prises », a rappelé cette semaine le commissaire aux Migrations Dimitris Avramopoulos.

Mais les responsables européens redoutent en creux un nouveau coup porté à la légitimité des projets de l'UE et à l'unité de ses membres déjà malmenées par une succession de chocs, dont la pire crise migratoire depuis 1945 et la décision des Britanniques de quitter le groupe des 28.

> ***« Si des référendums sont organisés sur chaque décision des ministres et du Parlement européen, l'autorité de la loi est en danger », s'est alarmé cet été Jean-Claude Juncker, le président de la Commission.***

L'intitulé de la question posée aux Hongrois résume ce double défi à Bruxelles et à l'accueil des réfugiés : « Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non-hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois ? »

« J'aime la Hongrie comme elle est et je ne veux pas que quelqu'un la change sur un ordre venu de l'extérieur », a encore récemment martelé le chef du gouvernement.

Les sondages donnent le rejet des quotas d'accueil largement vainqueur, un résultat à même de conforter politiquement Viktor Orban en Hongrie et de peaufiner son image de meneur du camp populiste anti-immigration en Europe. […]

Suite sur La Presse Ca.